

Note

Foire aux Questions

Vous retrouverez ici les réponses aux questions les plus récurrentes concernant le PHARE-u.

Fonctionnement du projet

Est-ce que ce partenariat permet de financer des projets de réponse aux urgences de long-terme (6, 9 ou 12 mois) ?

Ce partenariat ne concerne que les 5 modalités de réponses - déploiement ERU, déploiement Rapid Response, mobilisation de matériel, ARRU et fonds d'urgence - pré-définies dans les réunions de conception du projet avec le CDCS.

Certaines règles y ont été établies :

- Ce projet vise à mettre en œuvre les premières actions de réponse à une crise, en cela, il ne se substitue pas à l'ensemble de la réponse à celle-ci ;
- La durée d'une opération d'urgence ne peut excéder 4 mois ;
- Les financements traditionnels du CDCS via les rédacteurs géographiques restent possibles, notamment pour répondre de manière plus structurelle à la crise, en intégrant des actions de relèvement, de préparation et de renforcement de la résilience des populations affectées sur le long terme.

Il convient donc de voir le PHARE-u comme le premier maillon de la chaîne de réponse, permettant une intervention de première intention, rapide, et laissant aux équipes terrain le temps de mener des évaluations plus approfondies de la situation humanitaire et de proposer un projet de réponse à plus long terme (réponse structurée à la crise, relèvement, renforcement de la résilience).

Modalités de réponse

En quoi consiste le fonds d'urgence du projet ?

Doté de 6 enveloppes d'un montant maximum de 15 000 euros par enveloppe, ce fonds permet d'engager une réponse immédiate lorsque les ARRU ne sont plus pertinentes ou réalisables dans les pays où la CRF est présente ou impliquée via une délégation nationale ou régionale.

Ces enveloppes peuvent être envoyées rapidement afin de soutenir la première phase de réponse à une crise, notamment dans l'attente d'autres financements.

Elles ne permettent pas de financer des évaluations rapides mais des activités rapides, tels que l'achat de carburant des véhicules de la SNH lors des premiers jours de réponse.

En quoi consistent les ARRU ?

Les différents modules d'ARRU ne sont pas encore définis, c'est un chantier prévu sur cette première année de projet.

Les ARRU sont à destination des délégations, avec l'objectif de fluidifier et faciliter la réponse à une crise à leur échelon via des modules prédéfinis de réponse selon les risques auxquels ce pays fait face.

Ce projet finance le processus de développement des ARRU ainsi que leur déploiement.

Est-ce que des actions de préparation et de réponse anticipée (développement de protocole d'action précoce...) sont incluses dans ce projet ?

Ce projet se concentre sur la réponse post-urgence, au vu de la temporalité et du montant de cette première phase. Cela ne signifie pas que ce type d'action ne pourra être financé dans les phases suivantes, il n'y avait pas d'objection du côté du CDCS.

Est-ce que ce projet peut financer le déploiement de matériel prépositionné qui n'a initialement pas été financé par le CDCS ?

Oui, le CDCS finance les frais de transport et le réassort via ce projet.

Est-ce que ce projet peut financer le déploiement de Rapid Response extérieurs à la CRF, notamment en région ?

Ce projet finance uniquement le déploiement de Rapid Response CRF.

Est-ce qu'une délégation peut demander le déploiement d'un Rapid Response pour l'appuyer après une crise ?

Les déploiements Rapid Response ne peuvent être activés que par l'IFRC.

Cependant une délégation CRF peut solliciter un renfort ponctuel en cas de crise. Il a été indiqué dans les documents projet "déploiement type Rapid Response" pour pouvoir déployer du vivier des personnels d'intervention rapide même en l'absence d'alerte de l'IFRC. Dans le cas des délégations dans des pays dans le champ d'action d'une PIR, cette dernière peut faire la demande auprès du PUI.

Quelles crises ?

Est-ce qu'il y a un nombre "seuil" de victimes afin de qualifier la situation de "crise" ?

Non, il n'y a pas de nombre seuil de victimes afin de déployer une opération dans le cadre du partenariat PHARE-u. Il a été décidé avec le CDCS que toutes les crises pouvaient faire l'objet d'activités de réponse à l'urgence, notamment celles de petite ampleur.

Quelles "crises" sont prises en compte dans ce projet et permet de demander l'utilisation des fonds ? Est-ce que les crises qui perdurent peuvent faire l'objet d'une réponse financée par ce projet ?

Ce projet a été développé pour répondre aux catastrophes d'origine naturelle et aux épidémies. Les crises liées aux conflits sont donc exclues.

Le projet a pour but d'enclencher les premières actions de réponse à l'urgence, suite à une crise. En revanche, il est possible de proposer un projet au CDCS sur le long terme après les 4 mois d'opération financés par le PHARE-u.

Divers

Est-ce que la procédure d'achat d'urgence s'applique à l'ensemble du projet ?

Dans le cas d'un projet de réponse à l'urgence et qualifié comme tel par le CDCS, il est possible de recourir à la procédure du devis unique pour tous les achats, quels que soient les montants.

Toutefois, les achats ne peuvent être réalisés en procédure d'urgence que dans le cadre d'une opération de réponse à une crise.

Pour les dépenses relatives aux coûts fixes du projet, les procédures d'achat classiques s'appliquent (Cf. Chapitre 10 du MOPI).

Comment s'articule la mobilisation du fonds d'urgence du PHARE-u avec le fonds d'urgence pour les réponses aux catastrophes (DREF) de l'IFRC ?

L'objectif de ce fonds d'urgence est d'être sollicité en complément du DREF, notamment en attendant l'attribution de ce dernier.

Où se dérouleront les formations régionales ? Est-ce que le contenu de ces 3 formations a déjà été décidé ?

Pour cette première année, les formations se dérouleront à la PIROI, la PIRAC et à Dakar. Les discussions sont en cours sur le contenu de ces formations, sur lequel nous n'avons pas d'engagement auprès du CDCS.

Est-ce que les points focaux des ambassades ont été informés de ce nouveau partenariat entre CDCS et CRF au niveau global?

Non, le CDCS n'a pas encore communiqué sur le projet PHARE-u au niveau des ambassades. Une stratégie de communication est en cours d'élaboration, avec notamment l'objectif de visibiliser la réponse aux urgences globale du CDCS sur son site internet, en particulier via le partenariat PHARE-u.